

DELIBERATION 2012-033

Approbation d'une convention-type et autorisation donnée au Président de mettre au point et de signer la convention portant superposition d'affectations sur partie du domaine public de voirie, avec les communes et les groupements de communes membres du Syndicat, ainsi qu'avec les communes membres de groupements de communes adhérant au Syndicat

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2224-2, L.2123-7 et 2123-8,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte Autolib',

Vu la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion, et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signée le 25 février 2011 et notifiée le 1^{er} mars 2011,

Vu la délibération du Comité syndical n° 2012-028 du 8 octobre 2012 portant élargissement du périmètre de compétences du Syndicat mixte ouvert Autolib' à l'ensemble de l'Unité Urbaine de Paris 2010 au sens de l'INSEE,

Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib',

Vu le projet de convention-type joint en annexe,

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article premier : d'approuver le projet de convention-type joint en annexe portant superposition d'affectations sur partie du domaine public de voirie.

Article deuxième : d'autoriser le Président à mettre au point la convention avec chaque commune ou groupement de communes membre du Syndicat ainsi qu'avec les communes membres de groupements de communes adhérant au Syndicat et les groupements de communes dont sont membres certaines communes du Syndicat et qui détiennent des droits de gestion du domaine viaire.

La mise au point portera notamment sur l'intégration du nombre de stations concernées, sur le choix de l'option de financement et sur l'adaptation des relations juridiques entre les différents gestionnaires du domaine public dans le cas de l'existence d'un groupement de communes.

Article troisième : d'autoriser le Président à signer les conventions ainsi mises au point avec chaque commune ou groupement de communes membre du Syndicat ainsi qu'avec les communes membres de groupements de communes adhérant au Syndicat et les groupements de communes dont sont membres certaines communes du Syndicat et qui détiennent des droits de gestion du domaine viaire.

Le Président du Comité Syndical



Julien Bargeton

CONVENTION

Portant superposition d'affectations sur partie du
domaine public de voirie en surface de la
Commune de XXXXX au profit du service public de
location de véhicules électriques en libre-service
« Autolib' » dont la gestion relève de la
compétence du Syndicat mixte Autolib'

Et

Portant sur la contribution de la Commune de
XXXXX aux dépenses d'investissement du
Syndicat mixte Autolib'.

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



COMMUNE DE XXXXX

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	5
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION	6
ARTICLE 2 : EMBLEMES OBJETS DE LA SUPERPOSITION D’AFFECTATIONS	6
ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES	6
ARTICLE 3.1 : SUBVENTION D’INVESTISSEMENT	6
ARTICLE 3.2 : INDEMNITE LIEE A LA SUPERPOSITION D’AFFECTATIONS	7
ARTICLE 4 : REALISATION DES TRAVAUX.....	8
ARTICLE 4.1 : GENERALITES	8
ARTICLE 4.2 : MODIFICATION DU DOMAINE PUBLIC.....	8
ARTICLE 4.3 : DELIVRANCE DES AUTORISATIONS PREALABLES AUX TRAVAUX	9
ARTICLE 4.4 : ACCORD DES CONCESSIONNAIRES DE RESEAUX.....	9
ARTICLE 4.5 : PROCES-VERBAL DE REMISE DES PARCELLES.....	9
ARTICLE 4.6 : COMMUNICATION DE CHANTIER.....	9
ARTICLE 4.7 : CONTROLE DU BON DEROULEMENT DES TRAVAUX	10
ARTICLE 4.8 : CONTROLE DU BON ACHEVEMENT DES TRAVAUX	10
ARTICLE 4.9 : MODALITES D’IMPLANTATION DES STATIONS AUTOLIB’	10
ARTICLE 5 : SUJETIONS D’EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC DE VOIRIE	10
ARTICLE 5.1 : RESEAUX EXPLOITES	10
ARTICLE 5.2 : MODIFICATIONS/DEPLACEMENTS DE STATIONS AUTOLIB’	10
ARTICLE 5.3 : CREATION D’UNE STATION	11
ARTICLE 5.4 : ENTRETIEN.....	11
ARTICLE 5.5 : SUPPRESSION DE STATIONS AUTOLIB’.....	11
ARTICLE 5.6 : RESPONSABILITES PARTICULIERES	11
ARTICLE 5.7 : POUVOIR DE POLICE	12
ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION.....	12
ARTICLE 7 : DISPOSITIF DE SUIVI DE L’APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION .	12
ARTICLE 8 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION	12
ANNEXES.....	13
ANNEXE A : DESCRIPTION DES STATIONS AUTOLIB’.....	14
ANNEXE B : BORDEREAU DES PRIX APPLICABLES POUR LA CREATION D’EMPLACEMENTS DEDIES A LA RECHARGE DE VEHICULES PRIVATIFS.....	15
ARTICLE B.1 : CAS D’UN EMBLEMEMENT SITUE SUR UNE STATION NON ENCORE REALISEE.....	15
ARTICLE B.2 : CAS D’UN EMBLEMEMENT SITUE SUR UNE STATION DEJA REALISEE	15
ARTICLE B.3 : INDEXATION	15
ANNEXE C : MONTANT DES ANNUITES PAR STATION	16

CONVENTION

portant superposition d'affectations sur partie du domaine public de voirie en surface de la Commune de XXXXX au profit du service public de location de véhicules électriques en libre-service « Autolib' » dont la gestion relève de la compétence du Syndicat mixte Autolib'

et

portant sur la contribution de la Commune de XXXXX aux dépenses d'investissement du Syndicat mixte Autolib'.

ENTRE

Le Syndicat mixte Autolib', représenté par Monsieur Julien BARGETON, Président du comité syndical d'une part,

ET

La Commune de XXXXX, représentée par son Maire, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération du conseil municipal du _____, ci-après dénommée la « Commune » d'autre part,

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L2123-7 et L2123-8,

VU les statuts du Syndicat mixte Autolib',

VU la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion, et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signée le 25 février 2011 et notifiée le 1^{er} mars 2011,

VU la délibération du conseil municipal de la Commune de XXXXX du _____ relative à l'approbation du principe de l'adhésion au Syndicat mixte Autolib',

VU l'arrêté préfectoral portant création du Syndicat mixte Autolib' en date du 9 juillet 2009,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle métropolitaine la Ville de Paris, de nombreuses communes et établissements de coopération intercommunale (EPCI) de la région parisienne et la Région Ile-de-France se sont associés au sein d'un syndicat mixte ouvert appelé Syndicat mixte Autolib' pour permettre aux parisiens et aux habitants de la Région Ile-de-France d'accéder à un service de location de véhicules électriques en libre-service.

La mise en œuvre de ce service a nécessité la conclusion d'une convention de délégation de service public entre le Syndicat mixte Autolib' et une société concessionnaire en charge de la mise en place, la gestion, et l'entretien du service Autolib' et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

Cette société construira environ 1200 stations Autolib' sur le territoire des membres du Syndicat, dont une part significative sur la voie publique. Ces dernières comporteront pour chacune d'entre elles 4 à 7 places (une partie des stations Autolib' disposeront d'une borne dédiée à la recharge des véhicules électriques privés, voitures et deux roues) et, pour certaines d'entre elles, un abri permettant l'abonnement au service.

La construction des stations Autolib' sur la voie publique doit intervenir entre juillet 2011 et juin 2013.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- conformément à l'article 16-1 des statuts du Syndicat mixte Autolib' d'une part et aux articles L2123-7 et L2123-8 du Code général de la propriété des personnes publiques d'autre part, de consentir au Syndicat mixte Autolib' une superposition d'affectations pour les stations Autolib' sur le domaine public viaire de surface de la Commune ;
- en application de l'article 7 des statuts du Syndicat mixte Autolib', de préciser les modalités financières relatives à la participation de la Commune aux investissements du Syndicat mixte Autolib'.

ARTICLE 2 : EMPLACEMENTS OBJETS DE LA SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS

Le Syndicat mixte Autolib' implantera sur les surfaces objets de la présente convention **XX** stations Autolib' pour un total de **XX** bornes de charge et autant de places de stationnement.

Les emplacements objets de la présente superposition d'affectations sont situés sur le domaine public et indiqués en annexe A à la présente convention. Ils seront confirmés à l'issue des études techniques.

En cas d'impossibilité technique avérée à l'issue de ces études, les emplacements indiqués en annexe pourront être déplacés dans un périmètre raisonnable tout en gardant une cohérence géographique à l'échelle de la commune.

Le nombre de places par station pourra également être ajusté dans une fourchette de 4 à 7 places (places dédiées à la recharge privative incluses), à condition que soit conservé le nombre de places total indiqué précédemment.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

En application des dispositions de l'article L2224-2 du Code général des collectivités territoriales, la Commune participera aux dépenses d'investissement sous la forme d'une subvention d'investissement. Cette subvention est justifiée, pour la réalisation du service de mise à disposition de véhicules en libre-service, par l'obligation de mise à disposition des usagers de véhicules à motorisation électrique.

Cette obligation de service public entraînant des surcoûts liés, d'une part, au prix d'achat du véhicule électrique, supérieur à celui d'un équivalent thermique et, d'autre part, à la nécessité de déployer une infrastructure de recharge pour les véhicules électriques mis à disposition, qui ne peuvent être compensés par les recettes tirées de l'exploitation du service sans un montant excessif des tarifs, est de nature à justifier le recours à la subvention d'investissement.

Dans le cadre de l'application de l'article 7 des statuts du Syndicat mixte Autolib', le montant de la participation aux investissements sous forme de subvention, due par la Commune pour chaque station implantée sur le territoire de la Commune, est fixé à 60 000 €.

Toutefois, en application de la convention signée entre la Région Ile-de-France et le Syndicat mixte Autolib', le Syndicat mixte Autolib' prend en charge le financement d'une partie des stations à planter sur le territoire de la Commune.

La répartition du financement est la suivante :

- La Commune prend en charge le financement de **XX** stations ;
- Le Syndicat mixte Autolib' prend en charge le financement de **XX** stations.

Si la Commune demande la réalisation de bornes de recharge supplémentaires dédiées au rechargement des véhicules privés en application de l'article 5.1.1.1 de la convention de

délégation de service public, elle s'acquittera des sommes indiquées dans le bordereau des prix mentionné en annexe B, déduction faite des éventuelles aides de l'Etat perçues par le Syndicat pour la réalisation de ces investissements.

[OPTION ETALEMENT]

La Commune opte pour le financement étalé sous la forme de dix annuités imputables sur les exercices 2013 à 2022, et versées au Syndicat mixte Autolib' le 1^{er} juin de chaque année à compter du 1^{er} juin 2013.

Un tableau précisant le montant des annuités par station est disponible en annexe C.

[FIN ETALEMENT]

[OPTION INVESTISSEMENT]

La Commune opte pour le financement direct d'un montant total de XXX XXX € imputable sur l'exercice 2013.

Chaque mois et avant le 5 du mois le Syndicat mixte Autolib' édite un état comportant les stations Autolib' réalisées le mois précédent et pour lesquels le procès-verbal de réception des travaux visé à l'article 4.7 a été signé par la Commune.

Après accord de la Commune sous huit jours maximum sur cet état le Syndicat mixte Autolib' émet à l'encontre de la Commune un titre de recette correspondant au montant total des subventions d'investissement dues au titre du mois précédent.

[FIN INVESTISSEMENT]

Tout retard de versement supérieur à soixante (60) jours ouvrira un droit au paiement d'intérêts de retard au taux d'intérêt légal.

Les subventions pourront, si besoin, être ajustées au vu du bilan visé à l'article 7 des statuts du Syndicat mixte Autolib'.

Si, en application des articles 42.1 et 43.2 de la convention de délégation de service public consentie par le Syndicat mixte Autolib', la société concessionnaire rembourse au Syndicat tout ou partie des subventions d'investissement, le Syndicat pourra décider de la réutilisation de tout ou partie des sommes remboursées pour effectuer de nouveaux investissements dans l'intérêt du service ou reversera à la Commune tout ou partie de ces sommes, proportionnellement aux subventions qu'elle aura versées et dans la limite des sommes versées.

ARTICLE 3.2 : INDEMNITE LIEE A LA SUPERPOSITION D'AFFECTATIONS

En application de l'article L2123-8 du code général de la propriété des personnes publiques, la superposition d'affectations donne lieu à indemnisation.

Cette indemnité est fixée à un montant annuel de 750 € par place de stationnement. Elle n'est due à la Commune que pour les stations situées sur le domaine public communal ou départemental et dont la Commune prend en charge le financement (cf. article 3.1).

Pour toute station non financée par la Commune, cette indemnité n'est pas due à la Commune.

La superposition d'affectation concernant les places dédiées à la recharge de véhicules électriques des particuliers est accordée à titre gratuit. Si en application de l'article 43.1 de la convention de délégation de service public consentie par le Syndicat mixte Autolib', le délégataire verse une redevance supérieure à un euro, le Syndicat versera à la Commune une indemnité équivalente.

- *Modalités de versement :*

L'indemnité est due à compter de la date du procès-verbal de remise des parcelles visé à l'article 4.4 de la présente convention, et jusqu'au terme des superpositions d'affectations.

Chaque année le versement porte sur les places objets d'une superposition d'affectations au titre de l'année précédente.

Pour la dernière année le versement s'effectue en même temps que celui de l'année précédente.

- *Obligations administratives et comptables :*

Au 1^{er} septembre de chaque année le Syndicat mixte Autolib' édite au titre de l'année précédente la liste des stations Autolib' ayant fait l'objet d'une superposition d'affectation et le nombre de places concernées.

Après accord de la Commune sur cette liste, cette dernière émet à l'encontre du Syndicat mixte Autolib' et avant le 15 septembre un titre de recettes correspondant à l'indemnité due.

A réception de l'avis d'émission de la Direction Régionale des Finances Publiques le Syndicat mixte Autolib' s'acquitte des sommes à payer dans un délai de 60 jours.

Tout retard de versement de l'indemnité supérieur à soixante (60) jours ouvrira un droit au paiement d'intérêts de retard au taux d'intérêt légal.

ARTICLE 4 : REALISATION DES TRAVAUX

ARTICLE 4.1 : GENERALITES

Tous les travaux nécessaires à la réalisation des stations Autolib' sont intégralement pris en charge par le Syndicat mixte Autolib' à condition qu'une zone de stationnement existe effectivement sur la parcelle concernée.

Le Syndicat mixte Autolib' prend en charge et assure également la fourniture et la pose des signalisations verticales et horizontales liées à la station Autolib'.

Lorsque la Commune émet le souhait d'implanter une station Autolib' à un emplacement ne comportant pas de places de stationnement existantes, les éventuels travaux afférents à la création de ces places sont à la charge de la Commune, et leur réalisation fait l'objet d'une étroite coordination avec le Syndicat mixte Autolib' afin d'écourter au maximum la durée de l'ensemble des travaux, minimisant ainsi la gêne occasionnée sur l'espace public. Sont cités à titre informatif et non exhaustif les travaux suivants : suppression du trottoir, création d'un lincoln, modification du profil en travers de la voie, etc.

L'ensemble des interventions du Syndicat mixte Autolib' sur la voie publique doit se faire dans le respect des prescriptions du Règlement de Voirie applicable. Les travaux sont conduits de manière à ne causer aucun dommage aux ouvrages établis sur et sous la voie publique.

Le Syndicat mixte Autolib' assure également la mise en œuvre et le suivi des travaux dans le respect des prescriptions applicables à la Commune. Il associe la Commune à toutes les étapes de la préparation des dossiers et de la réalisation des travaux notamment en assurant leur information en continu.

Le Syndicat mixte Autolib' fait son affaire des demandes de raccordement des stations Autolib' aux différents réseaux. Les travaux de raccordement doivent être réalisés de manière coordonnée avec les travaux de réalisation des stations Autolib'. Les instructions techniques relatives aux raccordements aux différents réseaux, notamment électriques et téléphoniques, seront liées à celle relative à la station concernée.

La Commune indique au moins 30 jours avant la date communiquée par le Syndicat mixte Autolib' de démarrage des études relatives aux instructions techniques de chaque station si elle souhaite que cette station soit équipée de bornes de recharge dédiées au rechargement des véhicules privatifs dans les conditions fixées en annexe B à la présente convention.

ARTICLE 4.2 : MODIFICATION DU DOMAINE PUBLIC

La Commune se réserve le droit de refuser des emplacements Autolib' si la réalisation de la station engendre des coûts liés à la modification du domaine public.

ARTICLE 4.3 : DELIVRANCE DES AUTORISATIONS PREALABLES AUX TRAVAUX

La Commune apporte son concours à la délivrance des autorisations nécessaires au lancement des travaux, y compris lorsque ces travaux ont lieu sur un domaine autre que communal et notamment départemental ou privé.

ARTICLE 4.4 : ACCORD DES CONCESSIONNAIRES DE RESEAUX

Avant la mise en place des chantiers, le Syndicat mixte Autolib' est réputé avoir obtenu l'accord ou la validation nécessaire de l'ensemble des concessionnaires de réseaux requis pour l'implantation de chaque station Autolib'.

La responsabilité de la Commune ne pourra en aucune manière être recherchée en cas de réseau non signalé ou d'erreur d'implantation quelle qu'elle soit.

ARTICLE 4.5 : PROCES-VERBAL DE REMISE DES PARCELLES

Un procès-verbal désigne et décrit les parcelles du domaine public nécessaires à l'exploitation du service public Autolib' et faisant l'objet d'une superposition d'affectation.

Ce procès-verbal est établi à l'issue de la conférence sur place tenue obligatoirement avant la réalisation des travaux.

Le Syndicat mixte Autolib' et la Commune signent le procès-verbal contradictoirement et préalablement au début des travaux. Le procès-verbal inclut notamment l'état initial du revêtement de surface.

A compter de la date de signature du procès-verbal la parcelle est affectée au Syndicat mixte Autolib' pour l'exploitation du service Autolib'.

ARTICLE 4.6 : COMMUNICATION DE CHANTIER

Le Syndicat mixte Autolib' est en charge de la communication de chantier.

A ce titre, le Syndicat mixte Autolib' organise en concertation avec la Commune la mise en place préalable aux travaux de supports de communication permettant une information claire sur le calendrier et la nature des travaux.

Ces supports sont notamment :

- **un panneau d'information chantier** : installé 2 jours avant le chantier. La partie haute indique a minima : le calendrier du chantier, un message indiquant la nature des travaux, l'identification du maître d'ouvrage, maître d'œuvre et les coordonnées téléphoniques des personnes à contacter pour toute question relative au chantier. La partie basse est réservée à l'identification des entreprises réalisant les travaux (nom, raison sociale, téléphone).
- **un panneau d'information sur barrière** : installé lors du déploiement des barrières, côté piétons et côté automobiliste. Il indique le calendrier et la nature du chantier.

Par ailleurs, l'entreprise qui assure les travaux doit être identifiable en permanence sans difficulté. Elle doit prévoir obligatoirement un panneau d'identification simple (raison sociale, adresse, numéro de téléphone à joindre en cas d'urgence). Ce support est fixé à une barrière de chantier visible en permanence et limité à un exemplaire par emprise. Son format (50 x 40 cm) est à respecter.

Le Syndicat mixte Autolib' s'engage à effectuer un contrôle régulier du bon état et de la propreté du dispositif de communication de chantier.

La communication relative aux chantiers Autolib' devra se montrer exemplaire.

ARTICLE 4.7 : CONTROLE DU BON DEROULEMENT DES TRAVAUX

Le Syndicat mixte Autolib' est en charge du bon déroulement des travaux. Il associe la Commune au suivi des travaux.

ARTICLE 4.8 : CONTROLE DU BON ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Le Syndicat mixte Autolib' est en charge de la vérification du bon achèvement des travaux. Il associe la Commune à leur réception par le biais de la signature d'un procès-verbal contradictoire à l'issue des travaux.

ARTICLE 4.9 : MODALITES D'IMPLANTATION DES STATIONS AUTOLIB'

Les stations Autolib' sont implantés selon les caractéristiques et les modalités décrites en annexe A à la présente convention.

Conformément à l'article L115-1 du Code de la Voirie Routière, le Maire assure la coordination des travaux affectant la voie publique ; à ce titre, la Commune est maître du calendrier de déroulement des travaux sur son territoire. Elle facilite l'organisation des travaux en lien avec le Syndicat mixte Autolib' en tenant compte des exigences de déploiement du service public Autolib'.

ARTICLE 5 : SUJETIONS D'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC DE VOIRIE

La Commune conserve la gestion de son domaine public.

Conformément à l'article L 2123- 7 du Code général de la propriété des personnes publiques, le présent article détermine les modalités techniques de gestion des parcelles concernées par l'affectation au service public Autolib'.

ARTICLE 5.1 : RESEAUX EXPLOITES

Le Syndicat mixte Autolib' s'engage à laisser traverser les parcelles objet du présent article par toutes canalisations souterraines ou aériennes existantes ou futures des différents réseaux de distribution ou d'assainissement.

La Commune conserve le droit exclusif de délivrer les autorisations ou permissions d'occupation concernant les réseaux des services et concessionnaires et d'en percevoir les redevances ou taxes afférentes.

La Commune conserve également le droit exclusif d'autoriser des travaux concessionnaires. Les réfections de voirie sont alors prises en charge par le concessionnaire concerné.

ARTICLE 5.2 : MODIFICATIONS/DEPLACEMENTS DE STATIONS AUTOLIB'

La Commune se réserve le droit d'apporter aux parcelles objet du présent article toutes les modifications rendues nécessaires par ses projets d'aménagement, ses travaux ou ceux de ses concessionnaires, sans que l'exploitant du service Autolib' ne puisse s'y opposer ni obtenir aucune indemnité.

Les modifications, réfections ou déplacements de stations Autolib' rendus nécessaires par un projet d'intérêt général sont à la charge de l'exploitant du service Autolib'.

L'accès aux parcelles des agents de la Commune et des entreprises travaillant pour son compte est autorisé en permanence.

ARTICLE 5.3 : CREATION D'UNE STATION

Lorsque la création d'une station Autolib' nécessite la création d'une tranchée hors périmètre de la parcelle remis au Syndicat mixte Autolib', les travaux de réfection de voirie seront pris en charge financièrement par l'exploitant du service Autolib'. Ils seront réalisés par celle-ci sauf volonté contraire pour qu'ils soient réalisés dans le cadre d'un compte de tiers.

ARTICLE 5.4 : ENTRETIEN

La Commune s'engage à assurer l'entretien de la structure et du revêtement de voirie des parcelles objets de la superposition d'affectations telles que décrites dans le procès-verbal mentionné à l'article 4.3. Sont notamment concernés : la chaussée abritant les places de stationnement, le trottoir bordures comprises, le caniveau, etc. Aucune indemnité ne pourra être réclamée au titre de la privation temporaire d'exploitation du service liée aux opérations d'entretien.

Le Syndicat mixte Autolib' s'engage à assurer, sur les parcelles mises à disposition, l'entretien et le nettoyage des mobiliers et de la signalisation, à savoir : les bornes de recharge, les bornes de location, les kiosques, les panneaux de signalisation verticale, la signalisation horizontale, les éventuels potelets et arceaux, les éventuels seuils ou îlots.

La Commune assure le nettoyage des parcelles mises à disposition.

ARTICLE 5.5 : SUPPRESSION DE STATIONS AUTOLIB'

La suppression d'une station Autolib' met fin à la superposition d'affectations sur les parcelles considérées.

Le Syndicat mixte devra démolir à ses frais, sauf demande expresse de la Commune, les ouvrages, constructions et installations existant sur la voie publique affectée à la station Autolib'.

Les ouvrages, constructions et installations dont le maintien à l'issue de la superposition d'affectations a été accepté par la Commune deviennent de plein droit et gratuitement sa propriété.

Une fin de superposition d'affectations pour une parcelle du domaine public de la Commune donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal. Le Syndicat mixte Autolib' et la Commune signent ce procès-verbal contradictoire suite à la réalisation des éventuels travaux de remise en état. Le procès-verbal inclut notamment l'état du revêtement de surface en comparaison de l'état initial consigné dans le procès-verbal mentionné à l'article 3.3.

ARTICLE 5.6 : RESPONSABILITES PARTICULIERES

En tant que gestionnaire d'ouvrages le Syndicat mixte Autolib' sera tenu de répondre aux instructions techniques concernant les nouveaux ouvrages des autres occupants du domaine public et sera à ce titre considéré comme un concessionnaire.

Le Syndicat mixte Autolib' est responsable des conséquences de l'implantation de ses mobiliers sur l'état du domaine public mis à disposition. Il est également responsable de tous dommages aux biens et aux personnes pouvant résulter de leur présence et de leur utilisation ou à l'occasion des travaux d'aménagement.

Lorsque les obligations du Syndicat mixte Autolib' prévues au présent article ne sont pas remplies, la Commune constate les manquements et les notifie au Syndicat mixte Autolib' qui dispose d'un mois calendaire à compter de la notification pour se conformer à ses engagements.

En cas de constatation par la Commune d'une défaillance mettant en cause la sécurité des usagers elle demandera au Syndicat mixte Autolib' une remise en sécurité immédiate faute de quoi elle fera procéder aux travaux de remise en sécurité aux frais du Syndicat mixte Autolib'.

ARTICLE 5.7 : POUVOIR DE POLICE

Le Maire et, le cas échéant, le Préfet de Police conservent leurs compétences respectives en matière de police de la circulation et du stationnement. Ils prennent notamment toutes mesures réglementaires de police tendant à assurer la sécurité des usagers de la voie publique pendant la période de travaux.

Le Syndicat mixte Autolib' est responsable de l'exécution de ces mesures de police aux abords des chantiers d'implantation des stations Autolib'. Il assure notamment le barrage des différentes emprises, leur signalisation et pré-signalisation suivant les prescriptions réglementaires et prend toute disposition utile pour la sécurité des usagers de la voie publique.

Dans le but de faciliter les échanges d'informations avec le Syndicat mixte Autolib', la Commune désigne un responsable des travaux qui sera l'interlocuteur privilégié du Syndicat mixte Autolib'.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Elle prend fin lors de l'achèvement du service public de location de véhicule en libre-service Autolib' ou le cas échéant, avec le retrait de la Commune du Syndicat mixte Autolib'.

Après disparition de l'affectation secondaire au service public de location de véhicule en libre-service, seule demeurera l'affectation initiale à la voirie communale.

Les ouvrages, constructions et installations dont le maintien à l'issue de la superposition d'affectations a été accepté par la Commune deviennent de plein droit et gratuitement sa propriété.

Dans le cas d'un retrait de la Commune du Syndicat mixte Autolib', les modalités d'indemnisation prévues par l'article 8 de statuts du Syndicat seront réglées par une convention particulière.

ARTICLE 7 : DISPOSITIF DE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La Commune désigne un responsable Autolib' chargé du contrôle de la bonne exécution de la présente convention et qui sera l'interlocuteur privilégié du Syndicat mixte Autolib'.

ARTICLE 8 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Paris. Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à
Le

Pour le Président et par délégation,
La Directrice du Syndicat mixte Autolib'
Madame Véronique HACHÉ-AGUILAR

Fait à
Le

Le Maire de XXXXX

ANNEXES

ANNEXE A : DESCRIPTION DES STATIONS AUTOLIB'

n°	type	places	adresse

Légende

E : Station sur voirie équipée d'un abri d'abonnement (Espace Autolib')

V : Station standard sur voirie

R : Station équipée d'une borne de recharge privative

ANNEXE B : BORDEREAU DES PRIX APPLICABLES POUR LA CREATION D'EMPLACEMENTS DEDIES A LA RECHARGE DE VEHICULES PRIVATIFS

ARTICLE B.1 : CAS D'UN EMBLACEMENT SITUE SUR UNE STATION NON ENCORE REALISEE

Mise en peinture de la signalisation au sol :	200 euro H.T.
Extension tranchée, reprise trottoir et création d'un socle béton pour réception nouvelle borne de charge :	675 euro H.T.
Fourniture borne de charge :	2844 euro H.T.
Total par emplacement :	3719 euro H.T.

ARTICLE B.2 : CAS D'UN EMBLACEMENT SITUE SUR UNE STATION DEJA REALISEE

Démolition et évacuation :	300 euro H.T.
Reprise de la chaussée :	300 euro H.T.
Mise en peinture de la signalisation au sol :	200 euro H.T.
Création d'une nouvelle oreille y compris pose de panneaux de signalisation :	600 euro H.T.
Extension tranchée, reprise trottoir et création d'un socle béton pour réception nouvelle borne de charge :	675 euro H.T.
Fourniture borne de charge :	2844 euro H.T.
Total pour le premier emplacement :	4919 euro H.T.
Total par emplacement à partir du deuxième :	3719 euro H.T.

ARTICLE B.3 : INDEXATION

Les coûts varieront annuellement en fonction des variations de l'indice national du coût de la construction publié par l'INSEE. L'indice de base est celui retenu à la date du 1er mars 2011.

ANNEXE C : MONTANT DES ANNUITÉS PAR STATION

année	montant de l'annuité pour 1 station
2013	8 656
2014	8 390
2015	8 124
2016	7 864
2017	7 594
2018	7 327
2019	7 062
2020	6 799
2021	6 532
2022	6 265